

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 18/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DUMONA

28 Rue du Creuzat
38080 L'isle-D'abeau

Références : 2025.09.T.531.SB/ChH
Code AIOT : 0005805069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement DUMONA implanté CD 64 76480 Anneville-Ambourville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 25 septembre 2024 sur le site de la société DUMONA, sis au n° 105, Grande Voie à Anneville-Ambourville (76480), l'inspection avait mis en évidence 2 non conformités réglementaires. La société DUMONA a ainsi été mise en demeure par arrêté préfectoral du 21 novembre 2024, de respecter les prescriptions de l'article 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013 en déposant sous un délai d'un mois, un porter-à-connaissance sur la nouvelle activité relevant de la rubrique n°2716 de la nomenclature des installations classées (transit de déchets non dangereux non inertes) et sous un délai de deux mois de procéder aux actions correctives afin de disposer d'un débit minimum de 60 m³ /h pendant deux heures sur un poteau incendie ou autre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUMONA
- CD 64 76480 Anneville-Ambourville
- Code AIOT : 0005805069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DUMONA est autorisée par arrêté préfectoral du 14 mars 2013, à exploiter une installation de fabrication d'engrais, amendements et supports de culture (au titre de la rubrique n° 2170-1 de la nomenclature des installations classées) sur une superficie de 119 963 m². En 2022, la société a été autorisée pour la création d'une extension de 350 m² d'un hangar existant pour une nouvelle ligne d'ensachage, et la construction d'un nouveau hangar de 300 m² pour le stockage de film plastique.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	suite de la visite du 26/11/2021	Autre du 10/12/2021, article observations n°1 à 12 du rapport d'inspection	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Nature des installations	AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	prévention des risques	AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 21 novembre 2024 en déposant le 24 décembre 2024 auprès de l'inspection un dossier de porter-à-connaissance de régularisation d'activité de regroupement, tri de sacs de terreau en vue de leur revalorisation, relevant de la rubrique n°2716 de la nomenclature des installations classées et en installant une bache à eau incendie d'une capacité de 240 m³ afin d'assurer des moyens de lutte contre un incendie.

Aussi, l'inspection propose au préfet la levée de la mise en demeure. L'exploitant devra toutefois

transmettre le rapport de la visite de réception par le SDIS 76, prévue le 23 septembre 2025 devant attester d'un débit de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures.

Par ailleurs, l'exploitant doit compléter son porter-à-connaissance relatif à la nouvelle activité de tri de sacs de terreau (rubrique n°2716) : matérialiser sur un plan les zones de stockage, les îlots de palettes de bois (surface et quantité) en justifiant les distances minimales avec les bâtiments, limites du site et les autres points de stockage en cas d'incendie, étudier la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, des eaux d'extinctions en cas d'incendie (calcul D9 et D9A).

Enfin, concernant l'exploitation du site, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des eaux usées sanitaires et domestiques (entretien des fosses septiques), du suivi des observations relevées dans le rapport de vérification des installations électriques, qu'il procède au nettoyage de la zone de tri avec la présence de plastiques et à l'évacuation du tas de résidus de plastiques présent sur le site afin de prévenir tout envol en dehors du site dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suite de la visite du 26/11/2021

Référence réglementaire : Autre du 10/12/2021, article observations n°1 à 12 du rapport d'inspection
Thème(s) : Autre, exploitation et suivi du site
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2024
Prescription contrôlée : <p>Les constats de l'inspection du 26 novembre 2021 ont relevé 12 observations (n°s 1 à 12), l'exploitant veillera à :</p> <p><i>Concernant la levée de l'Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2014 :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• s'assurer que les eaux pluviales de ruissellement de la nouvelle plate-forme soient bien dirigées vers déshuileur/débourbeur avant de se rejeter dans le bassin de récupération des eaux pluviales ;• transmettre à l'inspection le rapport de l'étude faune-flore et du diagnostic paysager accompagné notamment des mesures de protection des espèces relevées et du paysage mises places suites aux recommandations du bureau d'étude.• <p><i>Concernant les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 mars 2013 :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• transmettre à l'inspection la puissance des machines pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, afin de s'assurer que la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes est bien inférieure ou égale au seuil (du régime de l'enregistrement) de 500 kW au titre de la rubrique n° 2260-1 de la nomenclature des installations classées ;

- ne plus dépasser la hauteur maximale autorisée de 6 m pour le tas de tourbes ;
- se faire délivrer une nouvelle attestation afin de justifier du bon fonctionnement du dispositif d'assainissement non collectif du site ;
- ouvrir un registre spécial afin d'y noter les opérations d'inspection et de nettoyage des canalisations et du déshuileur/débourbeur (a minima annuelles) ;
- à identifier et indiquer les consignes de sécurité « baignade interdite » au niveau du bassin de récupération des eaux pluviales du site ;
- lever le cas échéant les observations relevées dans le rapport de contrôle par thermographie réalisé le 12 novembre 2021 par la société GED ;
- réparer l'enrouleur de la lance incendie et remettre en place les blocs béton au niveau du réseau électrique enterré (pour éviter notamment tout risque de chute) ;
- réaliser, pour l'ensemble du personnel, des exercices de manœuvre des moyens de secours au moins tous les 6 mois ;
- déstocker régulièrement le tas de déchets de palettes bois et laisser une distance d'au moins 8 m avec la partie boisée afin d'éviter toute propagation de feu en cas d'incendie ;
- rassembler les déchets de plastiques en un même point dans la benne prévue à cet effet (avant élimination dans la filière appropriée), à entreposer les déchets d'équipements électriques et électroniques (moteurs, ancien appareil...) sur une surface étanche et munie de rétention, et à évacuer régulièrement les déchets de métaux afin de ne pas les stocker sur une surface supérieure ou égale à 100 m².

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant tient à jour un registre de suivi des opérations de curage et nettoyage des canalisations, des séparateurs à hydrocarbures et du bassin d'infiltration, dernière en date du 1^{er} septembre 2025. L'inspection constate dans la dernière mesure des rejets aqueux du 19 décembre 2024 qu'il subsiste un dépassement pour le paramètre DCO (mesuré à 863 mg/L pour une valeur limite d'émission (VLE) à 300 mg/L) .

Aussi, pour répondre à ce dépassement récurrent, l'exploitant déclare augmenter la fréquence d'entretien de ces installations de traitement, passant d'au moins 1 fois par an à au moins 2 fois par an.

Relevé de décision : Les opérations de curage et nettoyage des canalisations, des séparateurs à hydrocarbures et du bassin d'infiltration sont désormais réalisées au minimum tous les 6 mois afin d'éviter notamment leur obturation.

L'inspection constate que le dernier contrôle de conformité du système d'assainissement non collectif (fosses septiques) délivrée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) date du 22 mars 2013. Il recommande un entretien des fosses à une fréquence de 4 à 8 ans et 1 fois par an pour le préfiltre à pouzzolane et la pompe. L'exploitant n'est pas en mesure le jour de la visite d'indiquer les dates d'entretien des ouvrages afin de s'assurer du bon entretien et fonctionnement du dispositif.

L'inspection a pu consulter les rapports de vérifications des installations électriques du 14 janvier 2025 dont le rapport Q18 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Toutefois, l'inspection constate que le point 4 « dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel » n'a pas pu être vérifié, ce qui apparaît aussi dans le rapport de 2024. De plus, le rapport de vérification des installations électriques relève 22 observations. Une vérification par thermographie infrarouge des installations électriques du 22 avril 2025 conclut que les installations sont dans l'ensemble correctement entretenues avec une anomalie

de priorité 2 "dépoussiérage des armoires électriques à effectuer". L'exploitant présente le bon d'intervention justifiant du dépoussiérage effectué comme relevé dans le rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit au plus tard **sous un délai d'un mois** justifier du bon fonctionnement du dispositif d'assainissement non collectif du site soit en se faisant délivrer une nouvelle attestation de conformité du système d'assainissement non collectif par le service public d'assainissement non collectif soit en justifiant de son entretien aux fréquences recommandées indiquées dans le rapport de visite du 22 mars 2013 effectuée par le service public d'assainissement non collectif.

Demande n°2 : l'exploitant doit au plus tard **sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection son plan d'actions correctives afin de lever les observations relevées dans le rapport de contrôle des installations électriques du 14 janvier 2025, en priorisant par degré d'importance. L'exploitant devra également permettre le contrôle des dispositifs différentiels (point 4 du rapport Q18) lors de la prochaine vérification des installations électriques dont le rapport sera transmis à l'inspection dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1

Thème(s) : Situation administrative, activité sous la rubrique 2716

Prescription contrôlée :

La société DUMONA (n°AIOT : 0005805069), dont le siège social est 23, rue du Creuzat - ZAC de Saint Hubert - BP44 - 38081 L'Isle d'Abeau Cedex, est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions de l'article 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013, réglementant l'installation de fabrication de supports de culture sise à l'adresse 105, rue de la Grande Voie - CD 64 à Anneville-Ambourville, à compter de la notification du présent arrêté.

Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :

- dépose **sous un mois**, un porter-à-connaissance avec les éléments d'appréciation sur les conditions d'exploitation de cette nouvelle activité (l'implantation sur le site, la zone de stockage et le volume de déchets maximum susceptible d'être présent sur le site, nature des déchets, période de traitement, filière de reprise des sacs plastiques...) afin de confirmer sur le caractère non substantiel de la modification (nouvelle activité sous le régime de la déclaration) ;

Constats :

L'exploitant a transmis le 24 décembre 2024 un porter-à-connaissance de régularisation d'activité de regroupement, tri de sacs de terreau en vue de leur revalorisation, relevant de la rubrique n°2716 de la nomenclature des installations classées.

L'inspection constate :

- la présence d'un tas de sacs de terreau (environ 200 m³) à même le sol et à moins de 5 mètres du périmètre du site, ne permettant pas de prévenir toute propagation d'un incendie comme présenté dans l'étude des flux thermiques (à l'aide du logiciel Flumilog) du porter-à-connaissance ;
- la présence d'un tas de sacs plastiques issus du tri dont la quantité est supérieure à 20 m³ et qui ne sont pas compactés, ne permettant pas de prévenir les envols de plastiques en dehors du site ;
- la présence de résidus de plastique éparpillés sur la zone de tri ;
- que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et ruisselantes sur la zone de l'activité ne sont pas gérées via le dispositif de collecte et traitement existant ;
- l'absence de dispositif de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie du tas de sacs de terreau.

L'exploitant déclare qu'il envisage de réaliser une plateforme bétonnée de 1 500 m² pour cette activité et ainsi pouvoir gérer les eaux pluviales et les eaux d'extinctions via les dispositifs de traitement existants. Cette plateforme viendrait en lieu et place d'une plateforme bétonnée de 5 600 m² précédemment prévue, et finalement non réalisée.

L'inspection constate également la présence de plusieurs îlots de palettes de bois sur le site, dont la hauteur d'entreposage n'excède pas la hauteur maximale autorisée de 2,8 m (correspondant à l'empilement de 18 palettes). Le volume total maximum présent ne semble pas dépasser les 1 000 m³ (surface de 350 m² sur une hauteur de 2,8 m), seuil du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1532 de la nomenclature des installations classées.

Relevé de décision : La modification est jugée notable mais non substantielle. A réception des éléments complémentaires, l'inspection reprendra l'instruction du porter-à-connaissance et proposera à monsieur le Préfet un arrêté préfectoral cadre encadrant la nouvelle activité et mettant à jour des activités du site depuis la demande d'autorisation déposée par la société DUMONA le 16 décembre 2011 complétée les 18 juin et 12 juillet 2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : l'exploitant doit déplacer **dès à présent** le tas de sac de terreau à plus de 5 m des limites du site afin de prévenir toute propagation de feu en cas d'incendie.

Demande n°4 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** procéder à l'évacuation du tas de plastiques et au nettoyage des résidus de plastiques présents sur toute la zone de tri afin de prévenir tout envol en dehors du site.

Demande n° 5 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 3 mois** compléter son porter-à-connaissance en transmettant un plan du site mis à jour matérialisant notamment les zones de stockage des sacs de terreau en vrac, des déchets en mélange terreau/plastique avant séparation, des résidus de sacs plastiques, une étude sur la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux d'extinctions en cas d'incendie (calcul D9 et D9A) de la zone bétonnée de 1 500 m². Il complètera son dossier en précisant les îlots de stockage de palettes bois (surface et quantité) sur l'ensemble du site et justifiera les distances minimales avec les bâtiments, les limites du site, et les autres points de stockage afin de prévenir toute propagation de feu en cas d'incendie des palettes bois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : prévention des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, ressource en eau
Prescription contrôlée : La société DUMONA (n°AIOT : 0005805069), dont le siège social est 23, rue du Creuzat - ZAC de Saint Hubert - BP44 - 38081 L'Isle d'Abeau Cedex, est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions de l'article 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013, réglementant l'installation de fabrication de supports de culture sise à l'adresse 105, rue de la Grande Voie - CD 64 à Anneville-Ambourville, à compter de la notification du présent arrêté. Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">réalise sous deux mois, les actions correctives permettant d'assurer un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures sur un hydrant (po-teau incendie ou autre).
Constats : L'inspection constate la présence d'une réserve incendie de 240 m ³ , située à proximité du bâtiment administratif et à plus de 15 mètres des limites du site, laissant ainsi la bande boisée de 15 mètres de large, le long de la route départementale 64. Cette dernière n'a pas encore fait l'objet d'une réception par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime services (SDIS76). Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 3 septembre 2025 la confirmation de la date de réception par le SDIS76 qui est programmée le 23 septembre 2025. Relevé de décision: l'exploitant disposant désormais de la ressource en eau nécessaire, nous proposons au préfet de lever la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°6 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre l'attestation ou tout autre justificatif du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime afin de s'assurer de la conformité de la réserve d'eau incendie permettant un débit minimum de 60 m ³ /h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 1 mois